Ceux qui observent pour ne rien voir

Ou la grande imposture des observateurs électoraux professionnels

Par Dr Faya Lansana MILLIMOUNO

Il fut un temps où l'on croyait que la présence d'observateurs électoraux constituait une garantie contre la fraude. Il fut un temps où les peuples pensaient que ces hommes et ces femmes, investis de la noble mission de témoigner de la vérité, seraient les gardiens de l'intégrité du vote populaire. Ce temps est révolu.

Aujourd'hui, dans une grande partie de l'Afrique et particulièrement en Guinée, l'observation électorale est devenue l'une des plus grandes impostures politiques de notre époque.

Oui, une imposture. Car à quoi servent des observateurs qui observent les violations de la loi sans jamais les dénoncer ? À quoi servent des observateurs qui constatent des irrégularités massives mais concluent malgré tout que les élections ont été « globalement satisfaisantes » ? À quoi servent des observateurs qui voient les urnes voyager sans contrôle, les procès-verbaux disparaître, les représentants des partis être expulsés des centres de vote, les résultats être réécrits dans l'ombre des commissions administratives, puis viennent expliquer au peuple que tout s'est déroulé « dans un climat acceptable » ?

La vérité est brutale. Nombre de ces missions d'observation ne sont plus là pour protéger la démocratie. Elles sont là pour fabriquer de la légitimité. Elles ne viennent pas observer. Elles viennent valider. Elles ne viennent pas établir la vérité. Elles viennent habiller le mensonge. Elles ne viennent pas défendre le vote du peuple. Elles viennent fournir un certificat de respectabilité aux fraudeurs.

Le scénario est devenu prévisible. Avant l'élection, on annonce l'arrivée d'une mission prestigieuse. Pendant l'élection, on visite quelques bureaux soigneusement choisis. On rencontre quelques autorités. On organise quelques ateliers dans des hôtels climatisés. Puis arrive le communiqué final.

Toujours le même. Toujours. Les élections ont été « globalement transparentes ». Le scrutin a été « relativement inclusif ». Quelques « insuffisances » ont été constatées. Des « améliorations » sont souhaitables.

Circulez, il n'y a rien à voir. Et pourtant, le peuple, lui, voit tout. Il voit les bourrages d'urnes. Il voit les procès-verbaux falsifiés. Il voit les chiffres trafiqués. Il voit les résultats inversés. Il voit les candidats du pouvoir bénéficier de moyens publics. Il voit les administrateurs territoriaux abandonner toute neutralité. Il voit les intimidations. Il voit les arrestations. Il voit les violences. Il voit les disparitions. Il voit les tortures.

Mais les observateurs, eux, ne voient rien. Ou plutôt, ils voient mais choisissent de ne rien voir. Parce que voir obligerait à parler. Et parler obligerait à agir. Et agir dérangerait ceux qui financent, ceux qui invitent, ceux qui accréditent, ceux qui gouvernent.

Alors on préfère le confort de la neutralité hypocrite. Cette neutralité qui consiste à mettre sur le même plan la victime et son bourreau. Cette neutralité qui transforme les crimes électoraux en simples « irrégularités ». Cette neutralité qui fait de la fraude systématique un simple « défi organisationnel ».

L'histoire jugera sévèrement cette industrie de l'observation électorale devenue, dans trop de cas, une industrie de la complaisance. Car il faut avoir le courage de poser de vraies questions : combien de dictatures ont été consolidées grâce à des rapports d'observation indulgents ? Combien de peuples ont vu leur volonté confisquée sous le regard bienveillant d'observateurs davantage préoccupés par les équilibres diplomatiques que par la vérité ? Combien de crises politiques auraient pu être évitées si ceux qui avaient vu avaient eu le courage de dire ce qu'ils avaient vu ?

La Guinée vient encore d'offrir un exemple saisissant de cette hypocrisie institutionnalisée. Des dispositions essentielles du code électoral ont été violées. Dans plusieurs localités, des représentants de partis ont été empêchés d'accéder aux bureaux de vote ou aux commissions de centralisation. Des procès-verbaux ont disparu. D'autres ont été modifiés. Des résultats ont été manipulés. Des chiffres ont été transformés. Des suffrages ont été déplacés comme s'il s'agissait de simples marchandises.

Et pourtant, les observateurs ont fini de produire leurs rapports rassurants. Ils ont expliqué que le scrutin a été « globalement acceptable ». Comme toujours. Parce que leur mission n'était pas de protéger la vérité. Leur mission est devenue de protéger les apparences.

Mais les peuples ne sont plus dupes. Les Guinéens ne sont plus dupes. Le monde entier sait désormais que l'on peut organiser une fraude sous les yeux d'observateurs internationaux et obtenir malgré tout un rapport favorable.

La crédibilité de certaines missions d'observation est aujourd'hui aussi contestée que celle des institutions électorales qu'elles prétendent surveiller.

C'est un drame pour la démocratie. Car lorsqu'un arbitre refuse de signaler les fautes, il cesse d'être arbitre. Il devient complice. Lorsqu'un témoin refuse de dire ce qu'il a vu, il cesse d'être témoin. Il devient protecteur du mensonge. Et lorsqu'un observateur refuse systématiquement de voir l'évidence, il cesse d'être observateur. Il devient acteur du système qu'il prétend contrôler.

Les peuples africains méritent mieux. La Guinée mérite mieux. La démocratie mérite mieux.

Nous n'avons pas besoin d'observateurs venus certifier les fraudes. Nous avons besoin de femmes et d'hommes capables de regarder la réalité en face et d'en témoigner avec courage. Car

la démocratie ne meurt pas seulement sous les coups des fraudeurs. Elle meurt aussi sous les applaudissements des complaisants. Et parfois, sous les rapports de ceux qui observent pour ne rien voir.